

ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATIONS COURANTES DES HOPITAUX ET IMMEUBLES DU GHT 44

ZONE EST



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

Pouvoir adjudicateur	CHU DE NANTES Établissement public de santé (Établissement support du GHT 44) Le Directeur Général du CHU de Nantes 5 allée de l'île gloriette 44 093 Nantes cedex
Maîtres de l'Ouvrage	<u>Pour le GHT 44 dans sa partie EST :</u> <ul style="list-style-type: none">- LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES, à Nantes- L'HOPITAL INTERCOMMUNAL SEVRE ET LOIRE, à Vertou<ul style="list-style-type: none">- L'HOPITAL BEL AIR, à Corcoué-sur-Logne- CENTRE HOSPITALIER PIERRE DELAROCHE, à Clisson- LE CENTRE HOSPITALIER ERDRE LOIRE, à Ancenis- LE CENTRE HOSPITALIER CHATEAUBRIANT – NOZAY – POUANCE (CNP), à Châteaubriant,<ul style="list-style-type: none">- CENTRE HOSPITALIER GEORGES DAUMEZON, à Bouguenais,- LE CENTRE HOSPITALIER DE MAUBREUIL, à Saint-Herblain.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Février 2026 (V1)

Applicable à tous les lots

SOMMAIRE

Préambule	4
Titre I – Dispositions relatives à l'accord-cadre	7
Article 1 – Caractéristiques de l'accord-cadre	7
1.1 Objet de l'accord-cadre	7
1.2 Lieu(x) d'exécution(s)	7
1.3 Clause de non exclusivité	10
1.4 Intervenants	10
1.5 Allotissement	11
1.6 Nombres d'attributaires	13
1.7 Décomposition en tranches	13
1.8 Clause obligatoire d'insertion sociale	13
Article 2 – Durée de l'accord-cadre	14
Article 3 – Montant de l'accord-cadre	15
3.1 Fixation du montant maximum	15
3.2 Clause de réexamen	17
Article 4 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre	17
4.1 Pièces à valeur contractuelle de l'accord-cadre	17
4.2 Règlementation applicable	19
Article 5 – Prix de l'accord-cadre	19
5.1 Contenu des prix	20
5.2 Modalités de variation des prix	21
Article 6 – Modalités de suivi de l'accord-cadre	24
Article 7 – Protection de la main d'œuvre et conditions du travail	25
Article 8 – Assurances	25
8.1. Assurance Responsabilité décennale	25
8.2. Assurance Responsabilité professionnelle	25
Article 9 – Pénalités - Résiliation de l'accord-cadre	26
9.1. Pénalités en cas de manquement à la règlementation relative au travail dissimulé	26
9.2. Pénalités de retard dans la remise des attestations d'assurance	27
9.3. Pénalités de retard dans la remise de l'offre du marché subséquent	27
9.4. Pénalités relatives au volume d'heures d'insertion	27
9.5. Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre	27
9.6. Résiliation pour faute du titulaire	28
9.7. Résiliation pour motif d'intérêt général	29
Titre II – Dispositions relatives aux marchés subséquents	29
Article 10 - Attribution des marchés subséquents	29
10.1 Modalités de formalisation des marchés subséquents	29
10.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents	31
Article 11 – Notification des marchés subséquents	32
Article 12 – Prix et modes d'évaluation des ouvrages	32
12.1- Contenu et forme des prix des marchés subséquents	32
12.2- Modalités de variation des prix	33
Article 13 – Sûretés des marchés subséquents	33
Article 14 – Règlement des comptes	34
14.1 Avance	34
14.2 Facturation	35

14.3 Décomptes provisoires – Acomptes	35
14.4 Solde du marché subséquent : Décompte définitif	36
14.5 Délais de paiement	36
14.6 Application de la TVA	36
14.7 Cession – Nantissement	36
Article 15- Sous-traitance – Paiement des sous-traitants	36
15.1 Modalités de présentation des sous-traitants	36
15.2 Paiement des sous-traitants	38
Article 16 - Paiement des cotraitants dans le cadre d'un groupement	38
Article 17 – Délais d'exécution des ouvrages – retard	38
17.1 Horaires et modalités d'intervention	38
17.2 Durée d'exécution des marchés subséquents	39
Article 18 - Dispositions applicables à la réception des travaux	40
Article 19 – Pénalités – Retenues provisoires – Réfaction	40
19.1. Pénalités pour retard	40
19.1.1 Pénalités en cas de retard dans la remise des documents ou éléments à fournir avant et pendant l'exécution	40
19.1.2 Pénalités en cas de retard dans la remise des documents ou éléments à fournir après exécution	40
19.1.3 Pénalités de retard dans le déroulement des travaux dans la mesure où des dates et/ou des délais contractuels d'exécution ont été notifiés au titulaire du marché subséquent conformément aux dispositions de l'article 17.2 ci-avant ...	40
19.1.4 Pénalité de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché	41
19.1.5 Pénalité de retard suite à une demande écrite ou injonction d'un des intervenants de l'opération	41
En cas de non-respect d'un délai émanant d'une demande écrite d'un des intervenants de l'opération cités à l'article 1.4 du présent CCAP, le titulaire du marché est passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 0.02 % du montant € HT notifié du marché subséquent visé (y compris modifications en cours d'exécution le cas échéant), dans la limite de 300 € par jour et au minimum 20€ par jour.	41
19.1.6 Absence ou retard au rendez-vous de chantier	41
19.2. Pénalités pour non tri des déchets et non-respect de l'environnement	41
19.3. Pénalités diverses	42
19.4. Application des pénalités	42
19.5. Retenues provisoires	43
19.6. Réfections	43
Article 20 – Garanties	43
20.1 Provenance, qualité et garanties des matériaux et produits	43
20.2 Garantie de parfait achèvement	44
20.3 Garantie biennale	44
Article 22 – Mesures coercitives	45
Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, le 2ième et les 3ièmes alinéas ne s'appliquent pas au présent marché.	45
Article 23 – Clauses complémentaires	45
Article 24 – Dérogations au CCAG-Travaux	46

PREAMBULE

En application de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé, le **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT44**, a été créé par convention constitutive en date du 1^{er} juillet 2016.

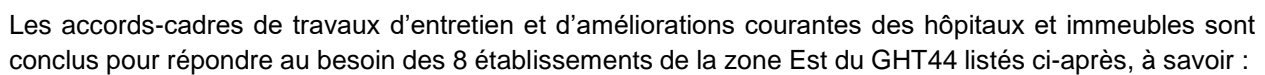
Le CHU de Nantes a été désigné établissement support par la convention constitutive. A ce titre, il assure à compter du 1^{er} janvier 2018 pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants. Il assure pour le GHT 44 la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du Code de la Commande publique. Les établissements parties assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution du marché public (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, sous-traitance en cours d'exécution, règlement des factures).

Les 13 établissements membres du GHT Loire-Atlantique sont les suivants : CHU Nantes, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant- Nozay-Pouancé (Châteaubriant), Hôpital Intercommunal de la Presqu'île (Guérande – Le Croisic), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CH Spécialisé EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué - sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2018, seul le CHU de Nantes est compétent pour signer les marchés des établissements parties du GH 44 et leurs avenants éventuels.



- **La zone OUEST** regroupant les 5 établissements inclus dans le cercle bleu du schéma ci-dessous
- **La zone EST** regroupant les 8 établissements inclus dans le cercle rouge du schéma ci-dessous



- A00-2026ACTXZE

Dans le cadre de la passation des accords-cadres, le CHU de Nantes agit en tant qu'interlocuteur unique auprès des opérateurs économiques. Il est responsable de l'organisation de la procédure de passation, conformément à la réglementation des marchés publics, ainsi que de la signature et de la **notification de chaque accord-cadre de travaux**.

Lors de la phase d'exécution des accords-cadres, le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle globale. Cela inclut la prise en charge des modifications éventuelles, telles que les avenants, les révisions de prix ou, le cas échéant, la résiliation des accords-cadres. Ces actions sont menées éventuellement en concertation avec les autres établissements membres du GHT, appelés « établissements parties ».

Pour ce qui concerne les marchés subséquents, chacun des 8 établissements de la partie EST du GHT 44 assument la passation et l'exécution des marchés subséquents répondant spécifiquement à ses propres besoins. A ce titre, chaque établissement est chargé notamment de la conclusion des marchés, la vérification et l'admission des prestations et travaux, la gestion éventuelle des sûretés, le règlement des factures, l'application des pénalités. Enfin, chaque établissement partie conserve sa qualité de Maître de l'Ouvrage pour les travaux des marchés subséquents relevant de sa compétence.

TITRE I – DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

Article 1 – Caractéristiques de l'accord-cadre

1.1 Objet de l'accord-cadre

Les accords-cadres ont pour objet de déterminer les stipulations générales régissant les marchés subséquents qui seront conclus au cours de la période définie à *l'article 2 du présent CCAP*.

Les prestations sont réparties en **14 lots**, faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct.

L'objet de ces accords-cadres et des marchés subséquents qui seront conclus sur leurs fondements porte sur les travaux d'entretien et d'améliorations courantes des hôpitaux et immeubles des 8 établissements de la zone **EST** du GHT 44 listés à *l'article 1.2 du présent CCAP* ci-après.

Les travaux d'entretien et d'améliorations courantes des hôpitaux et immeubles des 5 autres établissements de la zone **OUEST** du GHT44 font l'objet d'autres accords-cadres.

À noter : Les prestations de menuiseries intérieures et extérieures sont réparties en deux lots distincts, respectivement intitulés **301** et **302**, conformément au découpage géographique défini à l'article 1.2 ci-dessous.

Les CCTP propres à chaque lot précisent les prestations attendues et leurs modalités d'exécution déjà connues au stade de la passation des accords-cadres considérés.

L'exécution des prestations est subordonnée à la passation de marchés subséquents au fur et à mesure de l'identification des besoins par chaque Maître de l'Ouvrage. Les marchés subséquents définiront l'ensemble des clauses nécessaires à l'exécution des prestations qui n'auraient pas été définies dans chaque accord-cadre ou préciseront certaines des clauses.

1.2 Lieu(x) d'exécution(s)

Chaque accord-cadre implique pour un même titulaire la réalisation de plusieurs chantiers en simultané et pouvant être répartis sur toute la partie **EST** du GHT 44 ainsi que sur différents sites d'un même établissement.

À noter : Les prestations de menuiseries intérieures et extérieures sont réparties en deux lots distincts, respectivement intitulés **301** et **302**, conformément au découpage géographique suivant :



- Lot 301 => Secteur 1 : CHU de Nantes exclusivement
- Lot 302 => Secteur 2 : Etablissements parties de la Zone Est (sauf CHU de Nantes)

Le parc immobilier sur lequel peuvent porter les travaux, objet des accords-cadres couvre ainsi :

❖ LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES

Dont le siège est : 5, allée de l'Île Gloriette - 44093 NANTES cedex

- Les établissements du CHU de Nantes (liste consultable à l'adresse suivante www.chu-nantes.fr rubrique connaître le CHU de Nantes/établissements) :
 - La Maison Beauséjour,
 - L'hôpital Bellier,
 - L'hôpital Mère-enfant (femme – enfant – adolescent),
 - L'hôpital Guillaume & René Laënnec (hôpital Nord Laennec)
 - L'hôpital Saint Jacques,
 - L'Hôtel Dieu,
 - L'hôpital de la Seilleraye,
 - L'hôpital Loire Santé, localisé sur le site Ile de Nantes, actuellement en cours de chantier qui devrait se terminer fin 2026-début 2027

- Le Plateau des Ecoles : Département d'Instituts de Formation « (7 bâtiments)
- Les deux crèches du CHU de Nantes :
 - les Petits Martiens (43 rue Fourré – 44 093 Nantes cedex 1),
 - les Petits Pirates (52 route de Saint Sébastien – 44 093 Nantes cedex).
- Les structures externalisées du CHU de Nantes.

❖ **L'HOPITAL INTERCOMMUNAL SEVRE ET LOIRE**

Dont le siège est domicilié: 1 Allée Alphonse Fillion - BP 2222 - 44122 VERTOU

❖ **CENTRE HOSPITALIER PIERRE DELAROCHE**

Dont le siège est domicilié : 5 Rue Pasteur, 44190 CLISSON

❖ **L'HOPITAL BEL AIR**

Dont le siège est domicilié: 23 Bel air, 44650 CORCOUE-SUR-LORGNE

❖ **LE CENTRE HOSPITALIER CHATEAUBRIANT – NOZAY – POUANCE (CNP)**

Dont le siège est domicilié : 9 Rue de Verdun - BP 229 - 44146 CHATEAUBRIANT cedex

❖ **LE CENTRE HOSPITALIER ERDRE LOIRE**

Dont le siège est domicilié : 160 Rue du Verger, 44150 ANCENIS, et l'ensemble de leurs structures extérieures le cas échéant

❖ **LE CENTRE HOSPITALIER GEORGES DAUMEZON**

Dont le siège est domicilié: 55 rue Georges Clémenceau - BP 34216 - 44 342 BOUGUENAIS Cedex,

❖ **LE CENTRE HOSPITALIER DE MAUBREUIL**

Dont le siège est domicilié : 31, Boulevard Salvador Allende, 44800 Saint Herblain.

Le titulaire de chaque accord-cadre est susceptible d'intervenir dans n'importe quel établissement ou bâtiment relevant d'un de ces établissements parties dont l'adresse n'est pas nécessairement la même que celle du siège susmentionné.

L'annexe n°3 au présent CCAP identifie les différents bâtiments des établissements composant la partie **EST** du GHT44 auxquels il faut ajouter, pour le CHU de Nantes; l'Hôpital Loire Santé, localisé sur le site Ile de Nantes, actuellement en cours de chantier qui devrait se terminer fin 2026-début 2027.

Toute modification de cette liste (ajout d'un site ou d'un bâtiment) fera l'objet d'une notification aux titulaires des accords-cadres.

1.3 Clause de non exclusivité

Chaque établissement partie, avec l'accord de l'établissement support, se réserve la faculté de procéder à des consultations distinctes pour les travaux identifiés comme spécifiques et/ou complexes, dans le strict respect des dispositions réglementaires en vigueur. Il pourra, le cas échéant, confier tout ou partie des prestations relevant des accords-cadres à un prestataire tiers.

Chaque établissement partie, avec l'accord de l'établissement support, pourra valablement recourir à un tiers en cas d'incapacité explicitement formulée du titulaire de l'accord-cadre à exécuter les prestations attendues.

1.4 Intervenants

L'Etablissement support – pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes

Immeuble Deurbroucq

5, allée de l'Ile Gloriette

44 093 Nantes cedex 1

L'établissement support est chargé notamment de la passation des accords-cadres (*confer Préambule*).

La Maîtrise de l'Ouvrage :

Chaque établissement partie visé dans *le Préambule* ainsi qu'à **l'article 1.2 ci-avant** est tenu d'assurer la Maîtrise de l'Ouvrage des travaux relevant des marchés subséquents qui le concerne.

La Conduite d'opération :

Chaque Maître de l'Ouvrage visé dans *le Préambule* ainsi qu'à **l'article 1.2 ci-avant** est tenu d'assurer la conduite d'opération des travaux relevant des marchés subséquents qui le concerne. Un conducteur d'opération extérieur pourra être désigné au besoin par le Maître de l'Ouvrage.

La Maîtrise d'œuvre :

Un Maître d'œuvre extérieur pourra être désigné au besoin par chaque Maître de l'Ouvrage.

Ce dernier pourra également assurer lui-même la Maîtrise d'œuvre des travaux relevant des marchés subséquents qui le concernent.

Autres intervenants :

D'autres intervenants pourront être désignés au besoin par chaque Maître de l'Ouvrage :

- ✓ Un Contrôleur technique
- ✓ Un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)
- ✓ Un Coordonnateur du Système de Sécurité Incendie (CSSI),
- ✓ Un Coordonnateur OPC,
- ✓ Un bureau d'études spécialisées (BE techniques, BE thermiques, BE acoustiques, BE environnementales) ...

1.5 Allotissement

Les travaux d'entretien et d'améliorations courantes des hôpitaux et immeubles du GHT44 partie **EST**, sont répartis en 14 lots désignés ci-dessous, faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct.

<u>Lot n°</u>	<u>Dénomination</u>
01	VRD
02	Gros œuvre – Terrassement – Démolitions
301	Menuiseries intérieures et extérieures – Secteur 1 : CHU de Nantes (<i>exclusivement</i>)
302	Menuiseries intérieures et extérieures – Secteur 2 : Etablissements parties de la zone Est (sauf CHU de Nantes)
04	Cloisons sèches – Plateries Staff – Cloisons industrielles – Plafonds suspendus
05 A (501)	Plomberie sanitaire
05 B (502)	Chauffage Ventilation Climatisation
06	Fluides médicaux
07	Electricité courant fort – courant faible – SSI
08	Revêtements sols – Revêtements muraux
09	Peinture
10	Couverture - Zinguerie
11	Etanchéité – toitures terrasses
12	Serrurerie – Métallerie

1.6 Nombres d'attributaires

Chaque accord-cadre listé dans le tableau ci-dessus est **un accord-cadre mono-attributaire (un seul attributaire)**.

Son titulaire s'engage par l'application de ce contrat à répondre à chaque demande de devis.

1.7 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.8 Clause obligatoire d'insertion sociale

Le GHT « Loire-Atlantique » est engagé dans une démarche volontariste de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion.

Les trois (3) accords-cadres suivants intègrent une condition d'exécution liée à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi en application des **articles L.2111-1 et L.2.112-2** du Code de la commande publique, à savoir :

<u>Lot n°</u>	<u>Dénomination</u>
04	Cloisons sèches – Plateries Staff – Cloisons industrielles – Plafonds suspendus
05 B (502)	Chauffage Ventilation Climatisation
07	Electricité courant fort – courant faible – SSI

L'entreprise, titulaire d'un de ces trois accords-cadres devra nécessairement réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage ainsi à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières à hauteur d'un nombre d'heures d'insertion exigé par an.

Le nombre d'heures minimum d'insertion est le suivant selon le lot considéré :

<u>Lot n°</u>	<u>Dénomination</u>	<u>Nombre d'heures d'insertion à effectuer par an</u>
04	Cloisons sèches – Plateries Staff – Cloisons industrielles – Plafonds suspendus	300 heures par année
05 B (502)	Chauffage Ventilation Climatisation	300 heures par année
07	Electricité courant fort – courant faible – SSI	550 heures par année

Les dispositions contractuelles relatives à l'obligation d'insertion sont détaillées à *l'annexe 1 du présent CCAP*, en dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire s'engage à les respecter strictement.

Tout manquement aux obligations prévues exposera le titulaire aux pénalités définies à *l'article 9.4 du présent document*.

Article 2 – Durée de l'accord-cadre

Les accords-cadres sont conclus pour une période d'un an à compter de sa date d'effet. Ils pourront être reconduits tacitement 3 fois pour une nouvelle période d'un an.

La durée totale des accords-cadres ne pourra excéder 4 ans, période(s) de reconduction éventuelle comprise(s).

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction, conformément aux dispositions de *l'article R.2112-4 du Code de la commande publique*.

En cas de décision de ne pas reconduire un accord-cadre, le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, se prononcera par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant l'échéance annuelle dudit accord-cadre (autrement dit la date d'anniversaire).

Date de prise d'effet

La date de prise d'effet de tous les accords-cadres à l'exception de celui relatif au lot n°11 est arrêtée au **15 juin 2026**, si la date de notification de l'accord cadre est antérieure à cette date.

Si la date de notification est postérieure au 15 juin 2026, la date de prise d'effet de l'accord-cadre sera arrêtée au **30 juin 2026**.

Le date d'effet de l'accord-cadre relatif au lot n°11 est arrêtée au **26 novembre 2026**.

La date d'anniversaire de chaque accord-cadre correspondra à sa date de prise d'effet (y compris celui relatif au lot n°11).

Date de fin à l'issue des 4 années

Tous les accords-cadres de la présente consultation s'achèveront, à la même date (y compris celui relatif au lot n°11) le cas échéant à la fin de la quatrième et dernière année : **le 14 juin 2030**. A compter de cette date, tous les accords-cadres seront échus.

Les marchés subséquents ne pourront être conclus que pendant la durée de validité des accords-cadres. Leur durée d'exécution ne pourra, en aucun cas, excéder la date limite de validité de l'accord-cadre concerné, sauf à respecter l'obligation légale de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 3 – Montant de l'accord-cadre

3.1 Fixation du montant maximum

Conformément à l'article R2162-4 2°du Code de la commande publique, les accords-cadres sont conclus avec un seul montant maximum :

N° du Lot	Dénomination du lot / accord-cadre	MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD- CADRE € HT
01	VRD	1 200 000€ HT

02	Gros œuvre – Terrassement – Démolitions	1 000 000€ HT
03 A (301)	Menuiseries intérieures et extérieures – Secteur 1 : CHU de Nantes	2 500 000€ HT
03 B (302)	Menuiseries intérieures et extérieures – Secteur 2 : Etablissements parties de la zone Est	1 500 000€ HT
04	Cloisons sèches – Plateries Staff – Cloisons industrielles – Plafonds suspendus	2 500 000€ HT
05 A (501)	Plomberie sanitaire	1 500 000€ HT
05 B (502)	Chauffage Ventilation Climatisation	2 500 000€ HT
06	Fluides médicaux	300 000€ HT
07	Electricité courant fort – courant faible – SSI	4 000 000€ HT
08	Revêtements sols – Revêtements muraux	1 500 000€ HT
09	Peinture	1 500 000€ HT
10	Couverture - Zinguerie	500 000€ HT

11	Etanchéité – toitures terrasses	1 000 000€ HT
12	Serrurerie – Métallerie	800 000€ HT

3.2 Clause de réexamen

Lors de la remise par le titulaire du tableau de suivi semestriel de l'accord-cadre (*annexe 5 du présent CCAP*), conformément aux dispositions de l'article 6 du présent CCAP, le CHU de Nantes étudiera les consommations de l'accord-cadre considéré.

A cette occasion, s'il est mis en évidence que plus de **80% du montant maximum** du lot/ accord-cadre a été engagé, alors, en application de *l'article R.2194-1 du Code de la commande publique*, le pouvoir adjudicateur pourra décider **unilatéralement de** relever le montant maximum initial de l'accord-cadre de 25%.

Le CHU de Nantes en informera le titulaire par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de notification. Le maximum modifié de l'accord-cadre ne sera applicable qu'une fois que le titulaire aura accusé réception de la notification.

Cette modification du montant maximum du lot/ accord-cadre ayant été prévue dans les documents initiaux du marché, le titulaire sera dans **l'obligation de poursuivre l'exécution du marché**, y compris si le montant maximum initial de l'accord-cadre a été atteint. A défaut, l'accord-cadre prendra fin lorsque 100% du montant maximum initial aura été atteinte, indépendamment de la durée de ce dernier.

Cette clause de réexamen est applicable pendant toute la durée de vie du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 4 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre

4.1 Pièces à valeur contractuelle de l'accord-cadre

Les accords-cadres ainsi que les marchés subséquents conclus sur leur fondement sont régis par les pièces contractuelles suivantes, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre ci-dessous établi.

Par dérogation à l'**article 4.1** du CCAG-Travaux :

- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) applicable au lot/accord-cadre considéré ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - ✓ Annexe n°1 : Dispositions contractuelles relative à l'action d'insertion
 - ✓ Annexe n°2 : Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4),
 - ✓ Annexe n°3 : Identification des différents bâtiments de chaque établissement composant la partie **EST** du GHT 44,
 - ✓ Annexe n°4 : Traitement des besoins du service informatique du CHU de Nantes relevant du lot n°7 : Electricité courant fort – courant faible – SSI
 - ✓ Annexe n°5 : Tableau de suivi semestriel de l'accord-cadre *(le document support sera joint une fois que le marché sera notifié au titulaire)*
 - ✓ Annexe n°6 : Tableau de suivi des consommations *(le document support sera joint une fois que le marché sera notifié au titulaire)*
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif aux prescriptions communes (CCTP-PC) applicable à tous les lots/accords-cadres et ses annexes (en lien avec les spécificités du CHU de Nantes) ;
 - ✓ annexe 1: « Procédure de prévention contre le risque aspergillaire lié aux travaux en milieu hospitalier »,
 - ✓ annexe 2 : « Plan de prévention du CHU de Nantes »,
 - ✓ annexe 3: « Charte DOE du CHU de Nantes »,
 - ✓ annexe 4 : « Charte graphique du CHU de Nantes (évoquée dans la charte DOE) »,
 - ✓ annexe 5 : « Charte contrôle d'accès » concerne principalement les lots 301/302 Menuiserie
 - ✓ annexe 6 : « Charte BIM »
 - ✓ annexe 7 : « Code CIEP » concerne principalement les lots 06 Fluides medic, lot 07 elec CFO CFA SSI, lot 501 plomberie, lot 502 CVC
 - ✓ annexe 8 : « Protocole BACnet » concerne principalement les lots 06 Fluides medic, lot 07 elec CFO CFA SSI, lot 501 plomberie, lot 502 CVC
 - ✓ annexe 9 : Configuration IP concerne principalement les lots 06 Fluides medic, lot 07 elec CFO CFA SSI, lot 501 plomberie, lot 502 CVC
 - ✓ annexe 10 : « Système POL » concerne principalement le lot 07 elec CFO CFA SSI
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) applicable au lot concerné ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par *l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes l'ayant modifié* ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux faisant l'objet des accords-cadres ;
- Les avenants, postérieurs à la notification des accords-cadres, et actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'offre technique établie par le titulaire de chaque accord-cadre dans la limite du présent ordre de préséance des pièces du marché, et sans pouvoir limiter en aucune façon la portée et le contenu des prix unitaires tels que définis par les autres pièces du marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de remise de l'offre.

La notification de chaque accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation des entreprises. La notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché, par dérogation à *l'article 4.2 du CCAG-Travaux*.

4.2 Règlementation applicable

Le titulaire de chaque accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux travaux du lot considéré.

Outre les dispositions légales et réglementaires, les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art de la profession ainsi qu'à l'ensemble des prescriptions techniques définies dans les normes le cas échéant, recommandations professionnelles, avis techniques, etc...

Article 5 – Prix de l'accord-cadre

L'offre de prix relative à chaque accord-cadre se compose des prix unitaires déterminés pour chacune des unités de prestation définies par le pouvoir adjudicateur dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Ces prix s'imposent pour l'exécution des prestations commandées au titre de l'accord-cadre considéré.

En effet, les prix unitaires de l'accord-cadre serviront à l'établissement du prix des marchés subséquents après définition complète, par le Maître de l'Ouvrage, des caractéristiques des prestations à réaliser.

A noter que les prix et coefficients proposés par le titulaire dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) établi au moment de la remise de l'offre pour l'accord-cadre le lient pour la passation des futurs marchés subséquents.

Le titulaire de chaque accord-cadre ne pourra en aucun cas proposer dans le cadre d'un marché subséquent des prix unitaires ou coefficients supérieurs à ceux indiqués dans le BPU de l'accord-cadre, à l'exception de l'application de la révision annuelle des prix visée au point 5.2 ci-après.

Ledit titulaire peut en revanche proposer dans le cadre des marchés subséquents des prix ou des coefficients inférieurs à ceux du BPU.

5.1 Contenu des prix

Généralités

Les prix du BPU sont exprimés hors taxe.

Les prix unitaires sont réputés comprendre l'ensemble des dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, une marge pour risques et bénéfices, permettant au titulaire d'assurer la viabilité économique de sa prestation.

Les modalités détaillées de composition des prix sont précisées à ***l'article 7*** du CCTP relatif aux prescriptions communes.

5.1.1 Les heures de main d'oeuvre

Les prix unitaires du BPU sont réputés comprendre :

- **Les frais de main d'œuvre de jour (6h00 à 21h) des jours ouvrés.**

Ainsi, les travaux exécutés dans le cadre des heures ouvrables de 6h00 à 21h00, hors samedis, dimanches et jours fériés, ne peuvent en aucun cas faire l'objet de facturation d'heures de main d'œuvre, celles-ci étant intégrées à chaque prix unitaire.

Dans les autres cas, il sera fait application de plus-values sur les heures prévues au BPU.

5.1.2 Dans le cas de la sous-traitance

- En cas de sous-traitance sur des travaux et prestations **prévus dans le Bordereau des Prix Unitaires**, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.
- En cas de sous-traitance sur des travaux et prestations **non prévus au Bordereau des Prix Unitaires**, le titulaire de l'accord-cadre **pourra** présenter sur son devis un coefficient pour l'encadrement du sous-traitant qui devra respecter le coefficient indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires, qui pour rappel ne doit pas dépasser **5 %** du montant sous-traité (soit coefficient maximum de 1.05).

5.2 Modalités de variation des prix

Les prix unitaires hors taxe figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre), constituent des prix plafonds fermes pour une durée d'un an à compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre.

Lesdits prix feront l'objet **d'une révision annuelle à la date anniversaire de la prise d'effet de l'accord-cadre**, selon les modalités suivantes :

Les prix proposés pour l'attribution des accords-cadres sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres en dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux.

Les prix unitaires de chaque accord-cadre seront révisés annuellement (P1) par l'application aux prix initiaux des accords-cadres (P0) d'un coefficient de révision (Cr) calculé selon la formule suivante:

$P1 = P0 \times Cr$ dont

$$Cr = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im (-3 \text{ mois})}{Io (-3 \text{ mois})}$$

Dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index de référence défini ci-dessus respectivement au mois "m" de la date d'anniversaire annuel de l'accord-cadre considéré et au mois "o" de la date limite de remise des offres dudit accord-cadre fixée à l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les index de référence "I", publi(é)s au Moniteur des Travaux Publics ou l'INSEE, sont les suivants :

<i>INDEX</i>	<i>LIBELLE</i>
TP 01	Index général tous travaux
BT 02	Terrassements
BT 03	Maçonnerie et canalisations en béton
BT 06	Ossature, ouvrage en béton armé
BT 08	Plâtres et préfabriqués
BT 09	Carrelage et revêtement céramique
BT 10	Revêtements plastiques
BT 18a	Menuiseries intérieures
BT 30	Couverture en ardoise de schiste
BT 32	Couverture en tuiles en terre cuite
BT 33	Couverture en tuiles en béton
BT 34	Couverture zinc et métal (sauf cuivre)
BT 38	Plomberie sanitaire
BT 40	Chauffage central
BT 41	Ventilation et conditionnement d'air
BT 42	Menuiseries en acier et serrurerie
BT 45	Vitrierie – Miroiterie
BT 46	Peinture, tenture, revêtements muraux
BT 47	Électricité
BT 53	Étanchéité

Appliqués au prix :

<i>N° lot</i>	<i>INDEX</i>	<i>Prix concernés</i>
01	TP 01	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
02	BT 02 (0,10) + BT 03 (0,4) + BT 06 (0,5)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
03 A (301)	BT18a (0,9) + BT45 (0,1)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
03 B (302)	BT18a (0,9) + BT45 (0,1)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
04	BT08	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
05 A (501)	BT 38	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
05 B (502)	BT40 (0,6) + BT41 (0,4)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
06	BT 38	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
07	BT 47	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
08	BT 09 (0,20) + BT 10 (0,80)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
09	BT 46	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
10	BT 30 (0,25) + BT 32 (0,25) + BT 33 (0,25) + BT 34 (0,25)	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
11	BT53	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients

12	BT42	Tous les prix unitaires à l'exception des coefficients
----	------	--

La révision des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) est effectuée par le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, à la date anniversaire des accords-cadres.

A compter de la notification du BPU révisé par le CHU de Nantes, les offres présentées par le titulaire dans le cadre des marchés subséquents devront être établies sur la base des prix révisés du BPU.

A défaut d'être établi de la sorte et si l'offre a fait l'objet d'un marché subséquent notifié au titulaire, le Maître de l'Ouvrage refusera toute demande ultérieure d'application de la révision des prix dudit devis.

Seuls les prix unitaires seront révisés par le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur. Les coefficients seront fermes durant toute la durée des accords-cadres, ils sont donc non révisables.

Article 6 – Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à produire et transmettre, tous les six (6) mois, les deux tableaux de suivi suivants, dûment renseignés :

- **Tableau de suivi des devis** (Annexe n°5 du CCAP) : Ce tableau permettra d'identifier l'ensemble des devis sollicités par chaque Maître de l'Ouvrage, qu'ils aient été engagés ou non.
- **Tableau de suivi des consommations** (Annexe n°6 du CCAP) : Ce tableau récapitulera, par établissement, les quantitatifs des prestations consommées (prix unitaires du BPU)

Les tableaux devront être :

- Transmis sous format électronique (Excel ou équivalent),
- Adressés au CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : bp-ght44-achats-travaux@chu-nantes.fr,

En cas de non-transmission et après mise en demeure, le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité de retard prévue à ***l'article 19.1.1 du présent CCAP***.

Article 7 – Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Toutes les stipulations de *l'article 6 du CCAG-Travaux* sont intégralement applicables au présent accord-cadre.

Chaque titulaire s'engage à informer sans délai ses sous-traitants des obligations découlant du présent accord-cadre, et à veiller à ce qu'ils les respectent strictement.

Article 8 – Assurances

8.1. Assurance Responsabilité décennale

En application de *l'article L.241-1 du Code des assurances*, préalablement à la notification de chaque accord-cadre, le titulaire (le mandataire ainsi que chacun des cotraitants en cas de groupement) devra justifier qu'il dispose d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les **articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4 du Code civil**, en cours de validité.

Cette assurance devra comprendre les garanties suivantes :

- La garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspire *l'article 1792-3 du Code civil* ;
- La réparation des dommages à l'ouvrage en cours de travaux, y compris les frais de déblais, résultant d'un effondrement ou d'un sinistre assimilé.

Dans le cadre d'un marché subséquent, le titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants en cas de groupement) devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à ce marché.

Pendant toute la durée de validité de chaque l'accord-cadre, le titulaire devra être en mesure de produire ces attestations d'assurance sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

8.2. Assurance Responsabilité professionnelle

Préalablement à la notification des accords-cadres, chaque titulaire (le mandataire, ainsi que chacun des cotraitants en cas de groupement) devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité encourue avant ou après réception, garantissant notamment les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la garantie.

Dans le cadre d'un marché subséquent, le titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants en cas de groupement) devra s'il y a lieu souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à ce marché.

Pendant toute la durée de validité des accords-cadres, chaque titulaire devra être en mesure de produire ces attestations d'assurance sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa demande.

Article 9 – Pénalités - Résiliation de l'accord-cadre

9.1. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Les titulaires doivent tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, adresser les mêmes pièces, à jour, qui avaient été exigées pour la contractualisation des accords-cadres, à savoir :

- les pièces prévues à ***l'article D. 8222-5 du Code du travail*** pour le contractant établi en France et ***D. 8222-7*** pour celui établi à l'étranger.
- ainsi que le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à ***l'article D.8254-2 du code du travail*** (pour l'opérateur économique installé en France) ou ***D. 8254-3 du code du travail*** (pour l'opérateur économique établi ou domicilié à l'étranger détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat).

Si le pouvoir adjudicateur ne les a pas reçues, il en fera la demande, le titulaire concerné aura alors 5 jours calendaires pour les adresser au CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur.

Dès que le délai de 5 jours sera expiré, le titulaire du lot / accord-cadre concerné se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **50 €**, par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des pièces susvisées par le CHU de Nantes.

En outre, dans le cadre du dispositif d'alerte défini à ***l'article L8222-5 du Code du travail***, si le titulaire du lot / accord-cadre concerné n'a pas donné suite à la mise en demeure du CHU de Nantes de régulariser au plus vite sa situation (un délai maximum est précisé dans la mise en demeure), le CHU de Nantes pourra soit appliquer des pénalités, soit résilier l'accord-cadre à l'expiration dudit délai, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités s'élèveront à **1 000 €** par jour jusqu'à ce que le titulaire apporte la preuve de la régularisation de la situation (correction des irrégularités constatées).

9.2. Pénalités de retard dans la remise des attestations d'assurance

A défaut de fourniture des attestations d'assurance visées aux **articles 8.1 et 8.2 du présent CCAP**, dans les 15 jours qui suivent la demande du Maître de l'Ouvrage, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **150 €** par attestation, pourront être appliquées au titulaire du lot / accord-cadre concerné sur simple constatation.

9.3. Pénalités de retard dans la remise de l'offre du marché subséquent

Le titulaire du lot / accord-cadre concerné sera en tout état de cause automatiquement redevable, après mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de **100 €** par jour calendaire de retard dans la remise de son offre au titre du marché subséquent.

9.4. Pénalités relatives au volume d'heures d'insertion

1) En cas de non-respect du volume d'insertion contractuel, et sous réserve de l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause prévue *en annexe 1 du présent CCAP*, selon les modalités du dispositif métropolitain, une pénalité de **45 €** par heures d'insertion non réalisées sera appliquée au titulaire.

2) En cas de non transmission répétée des documents justificatifs que le titulaire doit fournir et permettant le suivi de la réalisation des heures d'insertion, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité forfaitaire de **250 €**, après mise en demeure du titulaire. La pénalité s'applique pour chaque fait générateur.

9.5. Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, pourra résilier chaque accord-cadre dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile du titulaire.

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à ***l'article L. 622-13 du Code de commerce***, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à ***l'article L. 641-10 du code de commerce***, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Dans le cadre d'un groupement, en cas de cotraitant défaillant (liquidation judiciaire), les membres du groupement devront adresser au CHU de Nantes un courrier précisant les modalités de la poursuite de l'accord-cadre, un arrêté des comptes et la copie du jugement de liquidation judiciaire devront être joints à ce courrier. Lorsque le groupement est composé initialement de deux sociétés, il ne sera pas établi d'avenant de transfert pour la poursuite de l'accord-cadre avec le groupement dans sa nouvelle composition.

- Incapacité physique du titulaire.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

9.6. Résiliation pour faute du titulaire

Le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur, pourra résilier chaque accord-cadre pour faute de son titulaire dans les cas suivants :

- en cas de tentatives de fraude dans les décomptes métrés des ouvrages, en ce qui concerne leur nature et les quantités mises en œuvre.
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement.
- Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements.
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances

- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux.
- Le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité.
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre, s'avèrent inexacts.

Le CHU de Nantes procédera à la résiliation de l'accord-cadre après une mise en demeure notifiée au titulaire et restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

9.7. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de chaque accord-cadre peut-être prononcée par le CHU de Nantes, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne donne pas droit à indemnisation du titulaire, par dérogation à ***l'article 50.4 du CCAG-Travaux***.

Lorsqu'un accord-cadre est résilié, les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre résilié.

TITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Article 10 - Attribution des marchés subséquents

10.1 Modalités de formalisation des marchés subséquents

Lors de la survenance du besoin, le Maître de l'Ouvrage visé à ***l'article 1.2 du présent CCAP*** devra rédiger, a minima « une expression des besoins à couvrir » ou un cahier des charges.

Le Maître de l'Ouvrage transmettra par voie dématérialisée avec accusé de réception, (AR) son expression des besoins à couvrir ou son cahier des charges au titulaire du lot / accord-cadre. Ce document comportera à minima les éléments ci-après :

- Le nom et les coordonnées de la personne en charge des travaux dans l'établissement concerné par les travaux (personne chargée des travaux chez le Maître de l'Ouvrage),
- L'intitulé exact de l'opération,
- Le lieu des travaux à réaliser (site, bâtiment, aile, étage, service),
- Les dates et délais d'exécution des travaux souhaités,
- Le descriptif des travaux à réaliser,
- Les modalités d'exécution des travaux à réaliser. L'expression de besoin précisera notamment s'il s'agit d'une intervention d'urgence et si les travaux doivent être réalisés de jour ou de nuit, les week-ends et jours fériés.

En fonction des travaux à réaliser, une visite du site, objet des travaux, pourra être librement organisée par le Maître de l'Ouvrage, préalablement à la remise de l'offre relative au marché subséquent. La visite pourra être conseillée ou imposée par le Maître de l'Ouvrage.

Dans le cas d'une visite obligatoire sur site, le titulaire ne pourra prétendre à un dédommagement en particulier pour les frais de déplacement. Les visites et les frais annexes tels que les frais de déplacement doivent être inclus dans les prix unitaires du bordereau des prix (conformément à ***l'article 5.1 du présent CCAP***).

A compter de la demande du Maître de l'Ouvrage, le titulaire concerné sera invité, sur la base des prix du BPU, à transmettre son offre en version dématérialisée au moyen des supports déterminés dans l'expression du besoin dans le délai qui ne pourra être supérieur à :

- 48h00 en cas d'intervention d'urgence,
- 10 jours calendaires en cas d'intervention non mentionnée comme urgente.

En cas d'urgence impérieuse, le titulaire devra intervenir sans délai. L'offre sera alors établie ultérieurement, dans un délai maximum de 48h00 après intervention.

Lors de la passation d'un marché subséquent, les compléments apportés par l'attributaire de l'accord-cadre devront être rédigés en langue française et se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et aux documents propres au marché subséquent.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve notamment la possibilité de demander au titulaire, le chiffrage d'éventuel(les) variante(s) et prestation(s) supplémentaire(s) éventuel(les) relevant du périmètre de l'accord-cadre.

Les offres doivent être établies sur la base du Bordereau des Prix Unitaires remis par le titulaire au stade de l'accord-cadre.

Chaque offre financière doit comporter les mentions suivantes :

- La raison sociale du titulaire du lot / accord-cadre,
- Le nom de la personne émettant le devis,
- Le numéro d'identification du devis et l'indiçage (chaque correction devra être incrémentée, exemple : V01 -> V02 ou Indice A -> Indice B),
- La date d'émission du devis qui devra être corrigée en cas d'indiçage,
- L'identification du site, du bâtiment, de l'aile, de l'étage et du service concerné,
- L'intitulé exact de l'opération,
- Le référent du Maître de l'Ouvrage,
- Les codes articles et leur intitulé, les quantités et les prix unitaires,
- Si l'entreprise souhaite percevoir une avance (cf. **art 14.1 du CCAP**).
- Les éléments requis au titre de la Loi dite « anti-gaspillage » et tout particulièrement de son décret d'application (*confer **article 25.6 du CCTP** relatif aux prescriptions communes à tous les lots*).

De plus, des variantes pourront être présentées par le titulaire, si les documents propres au marché subséquent ouvrent expressément cette possibilité au titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à fournir tous les détails quantitatifs nécessaires à la conclusion du marché subséquent en prenant soin d'indiquer chaque code article du Bordereau de prix unitaires (BPU) avec son intitulé et son prix unitaire.

Il devra également y indiquer le(s) délai(s) d'approvisionnement en fonction des matériaux à commander pour chaque marché subséquent. S'il existe une incompatibilité avec les délais indiqués dans « l'expression de besoin à couvrir » ou le cahier des charges le cas échéant, le titulaire devra informer le Maître de l'Ouvrage lors de la transmission de son devis.

En cas de sous-traitance préalablement identifiée, celle-ci devra être clairement établie (cf. *article 15 du CCAP*).

Les offres remises dans le cas des marchés subséquents devront tenir compte de la révision des prix du BPU telle qu'établie en application de **l'article 5.2 du présent CCAP**. Une fois le marché subséquent notifié au titulaire, aucun recours ultérieur ne sera admis.

10.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Après acceptation de l'offre du titulaire, le Maître de l'Ouvrage conclura un marché subséquent qui précisera **le cas échéant** le(s) délai(s) imparti(s) pour l'exécution des travaux et si le marché prévoit à la charge du titulaire une retenue de garantie. Les travaux ne pourront démarrer qu'après notification du marché subséquent ou d'un ordre de service prescrivant la date de démarrage des travaux, sauf cas d'intervention d'urgence impérieuse.

Le Maître de l'Ouvrage, avec l'accord de l'établissement support, se réserve la possibilité de ne pas attribuer le marché subséquent pour notamment, les raisons suivantes : devis excédant le budget alloué aux travaux par le Maître de l'ouvrage, réception tardive du devis, renonciation à la réalisation du projet....

Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre auront la forme de marchés ordinaires.

La formalisation du marché subséquent est à la libre discrétion du Maître de l'Ouvrage.

Les marchés subséquents qui seront conclus pourront dès lors prendre diverses formes : Acte d'engagement, bon de commande émis par le logiciel comptable du Maître de l'Ouvrage, etc.

La procédure ci-avant développée ne s'applique pas aux besoins du service informatique du CHU de Nantes relevant du lot n°7 : électricité courant fort – courant faible – SSI. L'annexe 4 du présent CCAP décrit les besoins du service informatique, les modalités de formalisation des marchés subséquents ainsi que celles pour réceptionner les travaux.

Article 11 – Notification des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront notifiés au titulaire par le Maître de l'Ouvrage par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de notification.

Cette notification fera courir **le cas échéant**, les délais d'exécution **contractuels** du marché subséquent, sous réserve que le démarrage de l'exécution du marché ne soit pas conditionné à la réception d'un ordre de service.

Article 12 – Prix et modes d'évaluation des ouvrages

12.1- Contenu et forme des prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre seront traités à prix global et forfaitaire, dans le respect des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) joint lors de la notification de l'accord-cadre au titulaire.

Néanmoins, lorsque les travaux à réaliser ne peuvent être chiffrés sur la base des prix du BPU joint à l'accord-cadre, ces travaux sont dits « **hors bordereau** », leur prix est alors établi par application au prix d'achat des fournitures majoré du coefficient fixé dans le BPU de l'accord-cadre auquel pourront être ajoutés des heures de main d'œuvre **dûment détaillées et justifiées** auprès du Maître de l'Ouvrage. Un relevé des heures réellement exécutées est joint à toute demande de paiement.

Aussi, tous les justificatifs relatifs à l'achat de fournitures et de matière première devront être joints pour le paiement. A défaut le titulaire de l'accord-cadre devra fournir une attestation indiquant qu'il a pris les fournitures dans son stock expliquant le calcul du prix de revient de chacune.

Les frais de transport et les frais de location de matériel seront payés aux frais réels au regard des justificatifs fournis par le titulaire pour le paiement.

Se référer à ***l'article 5.1 du présent CCAP*** pour connaître le contenu exact des prix du BPU de l'accord-cadre.

12.2- Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés fermes durant toute la durée d'exécution des marchés subséquents.

Article 13 – Sûretés des marchés subséquents

Le Maître de l'Ouvrage dispose de la faculté de prévoir pour les marchés subséquents pour lesquels il le jugera utile, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui sera prélevée par fractions sur chacun des versements, dans le respect des dispositions de la réglementation des marchés publics en vigueur.

La décision du Maître de l'Ouvrage d'appliquer ou non une retenue de garantie sera précisée au titulaire au moment de la notification du marché subséquent.

Le montant de la retenue de garantie ne serait être supérieur à 5 % du montant initial du marché subséquent augmenté le cas échéant du montant des modifications intervenues en cours d'exécution.

L'objet de la retenue de garantie est de couvrir les réserves formulées à la réception des travaux et le cas échéant celles dénoncées durant le délai de garantie de parfait achèvement.

Cette retenue de garantie pourra, toutefois, être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, conformément aux dispositions des ***articles R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique***.

A noter que le CHU de Nantes s'oppose au remplacement de la retenue de garantie par la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande ou la retenue de garantie prélevée par le Maître de l'Ouvrage sera restituée à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux exécutés par le titulaire dans le cadre du marché subséquent.

Article 14 – Règlement des comptes

14.1 Avance

Conformément à l'**article R.2191-3 du Code de la commande publique**, une avance pourra être accordée au titulaire du marché subséquent dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire formalisé dans le marché subséquent.

- Aucune avance ne sera versée pour les marchés subséquents inférieurs à 50 000 €HT ou dont le délai d'exécution est inférieur à deux mois.
- Une avance sera versée pour les marchés subséquents supérieurs à 50 000 €HT et dans la mesure où leur délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire doit formuler sa demande d'avance dans son offre.

Le montant de l'avance est déterminé de la sorte :

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le montant de l'avance est calculé sur la base du montant du marché subséquent diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu au paiement direct.

En effet, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, selon un rythme et des modalités fixés par le Maître de l'Ouvrage dans le marché subséquent, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Dans le silence du marché subséquent, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire et commencera à s'opérer lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché. En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

En cas de sous-traitance :

Dès lors que le titulaire du marché subséquent remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée au sous-traitant bénéficiaire du paiement direct, sauf refus de sa part formulé dans l'acte spécial de sous-traitance.

Le versement de cette avance est ouvert dès la notification de l'acte spécial par le Maître de l'Ouvrage aux mêmes conditions que pour le titulaire. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues aux **articles R.2193-17 et suivants du Code de la commande publique** et s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le Maître de l'Ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché subséquent postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance (*article R.2193-21 du Code de la commande publique*). Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le Maître de l'Ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

14.2 Facturation

14.2.1 Présentation de la facturation

Les acomptes et décomptes définitifs devront être adressés au Maître de l'Ouvrage. Les modalités de présentation de la facture seront détaillées dans chaque marché subséquent.

14.2.2 Pièces justificatives pour la facturation « hors bordereau »

Dans le cadre des marchés subséquents, tous les justificatifs relatifs à l'achat de fournitures et de matière première « hors bordereau » (application d'un coefficient) devront être joints à la facture, ou à défaut le titulaire fournira une attestation indiquant qu'il a pris les fournitures dans son stock, en expliquant le calcul du prix de revient de chacune.

14.3 Décomptes provisoires – Acomptes

Le paiement d'acompte est possible, sous réserve qu'il soit fait mention du pourcentage (%) d'avancement du chantier.

Les modalités de présentation des acomptes et décomptes provisoires seront détaillées au stade de chaque marché subséquent.

Par dérogation aux dispositions de ***l'article 12.1 du CCAG-Travaux***, le versement des acomptes ne sera pas nécessairement mensuel. La périodicité de leur versement est laissée à la libre appréciation de chaque titulaire de marché subséquent, toutefois elle ne devra pas être inférieure à une périodicité mensuelle.

14.4 Solde du marché subséquent : Décompte définitif

Le décompte définitif relatif aux marchés subséquents sera détaillé au stade de chaque marché subséquent. Toutefois, la dernière facture du marché où tous les postes / lignes seront avancés à 100% vaudra solde du marché subséquent.

14.5 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de ***l'article R.2192-11 du Code de la commande publique***.

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

14.6 Application de la TVA

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

14.7 Cession – Nantissement

Les créances nées de l'exécution des marchés subséquents peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions de ***l'article R.2191-45 du Code la commande publique***.

Toute demande de cession ou nantissement sera adressée au Maître de l'Ouvrage.

Article 15- Sous-traitance – Paiement des sous-traitants

15.1 Modalités de présentation des sous-traitants

Dans le respect des dispositions des ***articles R.2193-1 du Code de la commande publique***, le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés subséquents **autre que les prestations de fournitures pour lesquelles la sous-traitance est interdite**, à condition d'avoir obtenu du Maître de l'Ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est rappelé qu'un titulaire ne peut sous-traiter la totalité de l'exécution des travaux prévus dans un marché subséquent.

La demande de sous-traitance peut intervenir :

- Soit au moment du dépôt de l'offre présentée pour le marché subséquent.
- Soit en cours d'exécution du marché subséquent.

Pour formuler sa demande de sous-traitance, le titulaire est invité à utiliser le formulaire DC4 joint en annexe 2 du présent CCAP.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments exigés à ***l'article R.2193-1 du Code de la commande publique***. Au paragraphe « F » du DC4, le montant des sommes à verser par le paiement direct au sous-traitant devra être renseigné selon que les travaux sous-traités relèvent ou non des dispositions de *l'article 283-2 nonies du Code général des Impôts* (dispositif d'auto liquidation de la TVA).

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra joindre en sus de la déclaration de sous-traitance, les documents précisés au stade des marchés subséquents.

La Déclaration de sous-traitance ainsi que les pièces nécessaires à l'appréciation de la capacité financière, professionnelle et technique du candidat devront parvenir au Maître de l'Ouvrage **au minimum 21 jours avant son intervention sur le site**, à défaut la présence sur le site du sous-traitant est prohibée.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché, ainsi que de la bonne qualité des travaux exécutés et du respect de toutes les obligations résultant du marché. Il doit faire son affaire de la transmission des ordres à son sous-traitant.

En cas de modification du montant des prestations sous-traitées (en plus ou en moins), le titulaire du marché subséquent adressera au Maître de l'Ouvrage une déclaration de sous-traitance modificative (signé des deux parties) réajustant le montant à payer au sous-traitant, avant toute facturation de celui-ci. Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis au titulaire, celui-ci devra en demander la modification.

Nota bene :

- La présence de tout sous-traitant doit être déclarée au service de sécurité du site concerné, au même titre que le titulaire du marché.
- Les prestations sous-traitées qui sont prévues au bordereau des prix unitaires ne pourront faire l'objet d'heures d'encadrement, seules les prestations non prévues au bordereau pourront faire l'objet d'un coefficient pour l'encadrement dans le respect du coefficient mentionné dans le BPU de l'accord-cadre lequel est limité de 5 % du montant des prestations sous-traitées.

15.2 Paiement des sous-traitants

Conformément aux dispositions de ***l'article R.2193-10 du Code de la commande publique***, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître de l'Ouvrage, est payé directement.

La signature du projet de décompte par le titulaire du marché vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun de ses sous-traitants compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché ou le cas échéant compte tenu des montants inscrits dans le(s) déclaration(s) de sous-traitance.

Conformément à ***l'article R.2193-14 du Code de la commande publique***, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître de l'Ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé certifiant que le titulaire a bien reçu la demande ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Les modalités de paiement de la facture du sous-traitant sont celles stipulées aux ***articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique***.

Le Maître de l'Ouvrage pourra suspendre le délai de paiement de l'acompte(s) dans le cas où le titulaire du marché n'aurait pas transmis la facture du sous-traitant pour le mois d'exécution concerné.

Article 16 - Paiement des cotraitants dans le cadre d'un groupement

En cas de groupement solidaire, le paiement des travaux est effectué sur un compte unique, sauf demande contraire formulée par le mandataire du groupement dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Article 17 – Délais d'exécution des ouvrages – retard

17.1 Horaires et modalités d'intervention

Les plages horaires et les jours d'intervention dans la semaine sont les heures ouvrables de 6h00 à 21h00, hors samedis dimanches et jours fériés.

Toutefois, compte tenu des contraintes de fonctionnement liées à l'activité des établissements publics de santé, des interventions pourront être réalisées en dehors des heures et jours ouvrés

Ainsi, dans des cas exceptionnels, il pourra être demandé au titulaire y compris aux sous-traitants de travailler la nuit (21h00 à 6h00 du matin) ou les samedis, dimanches et jours fériés.

La spécificité et la complexité des opérations traitées dans le cadre de l'accord-cadre entraînent de fait des travaux pendant les périodes de congés. Le titulaire devra s'engager tout au long de l'année à mettre à disposition des moyens humains et techniques suffisants pour assurer les chantiers en cours durant les périodes de congés annuels du titulaire.

Pour rappel, avant toute intervention, le titulaire devra fournir :

- le PPSPS,
- Et/ou le Plan de Prévention.

17.2 Durée d'exécution des marchés subséquents

Les dates et délais d'exécution souhaités du marché subséquent seront précisés dans « l'expression des besoins à couvrir » ou le cas échéant, le cahier des charges adressé par le Maître de l'Ouvrage.

S'il existe une incompatibilité avec les dates et délais prévisionnels indiqués, le titulaire devra en informer le Maître de l'Ouvrage lors de la remise de son offre.

La notification du marché subséquent à son titulaire vaudra ordre de démarrage d'exécution des travaux, sous réserve que le démarrage de l'exécution du marché ne soit pas conditionné à la réception d'un ordre de service.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de rendre **contractuels les dates et les délais d'exécution à la notification du marché subséquent ou en cours d'exécution**. Pour ce faire, le cas échéant, un calendrier d'exécution sera notifié au titulaire du marché ou tout autre document mentionnant les dates et/ou délais d'exécution qui devront être **impérativement** respectés par ledit titulaire (exemple compte rendu de chantier, courrier ou courriel notifié au titulaire, etc).

Dès lors, les dates et délais d'exécution sont, **par principe prévisionnels**, par dérogation à l'article 18 du CCAG-Travaux, ils auront un caractère contractuel seulement si le Maître de l'Ouvrage les a notifiés au titulaire du marché dans les conditions visées ci-avant à la notification ou en cours d'exécution du marché subséquent.

Si, en cours d'exécution se produisent des difficultés imprévues ou un cas de force majeure de nature à entraîner des retards, mais dont le titulaire n'est pas responsable, celui-ci est tenu de les dénoncer immédiatement, par écrit, au Maître de l'Ouvrage. La durée d'exécution contractuelle, si elle existe, sera prolongée d'autant.

Aussi, en cas de retard imputable au titulaire, les pénalités de ***l'article 19.1.3 du présent CCAP*** seront appliquées.

Aucune prolongation de durée, même si elle se trouvait justifiée, ne pourrait être accordée au titulaire, à défaut de ces dénonciations.

Article 18 - Dispositions applicables à la réception des travaux

Les dispositions applicables à la réception des travaux sont définies à ***l'article 50 du CCTP*** relatif aux prescriptions communes.

Article 19 – Pénalités – Retenues provisoires – Réfaction

19.1. Pénalités pour retard

En dérogation ***aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG-Travaux***, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont les montants sont précisés dans les ***articles 19.1.1 à 19.1.6*** ci-après.

19.1.1 Pénalités en cas de retard dans la remise des documents ou éléments à fournir avant et pendant l'exécution

En cas de retard dans la remise de documents requis avant et pendant l'exécution, le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière de **50 €**.

19.1.2 Pénalités en cas de retard dans la remise des documents ou éléments à fournir après exécution

En cas de non-respect des échéances fixées dans « l'expression des besoins à couvrir » ou à défaut le cahier des charges, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par jour calendaire de retard de **150 €** par document ou élément.

Ces pénalités sont indépendantes des retenues provisoires de *l'article 19.5* ci-après qui peuvent être opérées le cas échéant.

19.1.3 Pénalités de retard dans le déroulement des travaux dans la mesure où des dates et/ou des délais contractuels d'exécution ont été notifiés au titulaire du marché subséquent conformément aux dispositions de l'article 17.2 ci-avant

Tout retard dans le commencement, dans le déroulement ou l'achèvement des travaux donnera lieu à une pénalité journalière égale à : **2% du montant HT** notifié du marché subséquent visé (y compris modifications en cours d'exécution le cas échéant).

Si le résultat de ce calcul est supérieur à 300 €, **le montant de la pénalité journalière sera égal au résultat de ce calcul.**

Si le résultat de ce calcul est inférieur ou égal à 300 €, le montant de la pénalité journalière sera égal à 300 €.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'œuvre ou l'OPC le cas échéant.

19.1.4 Pénalité de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire du marché

En cas de retard dans la levée d'une réserve formulée dans une décision de réception des ouvrages notifiée au titulaire, ce dernier sera passible ; sans mise en demeure préalable, d'une pénalité par jour calendaire de retard de **150 € par réserve**.

19.1.5 Pénalité de retard suite à une demande écrite ou injonction d'un des intervenants de l'opération

En cas de non-respect d'un délai émanant d'une demande écrite d'un des intervenants de l'opération cités à l'article 1.4 du présent CCAP, le titulaire du marché est passible sans mise en demeure préalable de pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à 0.02 % du montant € HT notifié du marché subséquent visé (y compris modifications en cours d'exécution le cas échéant), dans la limite **de 300 € par jour et au minimum 20€ par jour**.

19.1.6 Absence ou retard au rendez-vous de chantier

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de : **50 €**.

Une pénalité de **30 €** sera appliquée pour un retard inférieur à une heure.

Un retard de plus d'une heure sera considéré comme une absence.

19.2. Pénalités pour non tri des déchets et non-respect de l'environnement

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets et le respect de l'environnement, le titulaire en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Dépôts de déchets hors d'une zone définie d'entreposage des déchets : **300 €** par infraction constatée,

- Non fourniture des bennes nécessaires par le titulaire : pénalité **100 €** par jour calendaire,
- Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets de chantier : pénalité de **100 €** par mois,
- Non régularisation ou non prise en compte d'une remarque du Maître de l'Ouvrage (suite au compte-rendu ou à un courrier constatant le manquement, l'entreprise aura un délai de 48h00 pour se mettre en conformité) : **300 €** par infraction constatée,
- Défaut d'évacuation des déchets a minima une fois par semaine : **300 €** par évènement hebdomadaire constaté,
- Non-respect des règles d'hygiène de l'établissement, Maître de l'Ouvrage : **300 €** par infraction constatée puis le cas échéant **150 €** par jour calendaire jusqu'au respect complet des dispositions contractuelles,
- Non fourniture des éléments de traçabilité des déchets de chantier : pénalité **de 150 €** par jour calendaire de retard à compter de la demande prévue à **l'article 19.5** ci-après,
- Défaut de nettoyage de chantier : **300 €** par évènement constaté puis le cas échéant **150 €** par jour calendaire jusqu'au parfait nettoyage du chantier.

19.3. Pénalités diverses

Le titulaire du marché pourra se voir appliquer d'autres pénalités pour les motifs suivants :

- Absence de déclaration d'un sous-traitant : **300 €** par sous-traitant (*elle pourra s'appliquer en complément des pénalités de retard visées à l'article 19.1.1 ci-avant*),
- Non-respect d'une injonction du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé : **300 €** par évènement (*elle pourra s'appliquer en complément des pénalités de retard visées à l'article 19.1.5 ci-avant*),
- Infraction constatée aux règles de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : **300 €** par infraction,
- Infraction constatée aux dispositions inscrites dans le mémoire technique du titulaire : **300 €** par infraction puis le cas échéant **150 €** par jour calendaire jusqu'au respect complet des dispositions contractuelles.
- Pénalité pour salissures des voies publiques : à défaut d'utilisation du dispositif de décrottage, une pénalité de **200€** sera appliquée par jour calendaire.
- Constat de non-respect des règles d'hygiène et en particulier des recommandations spécifiques de l'UGRI sur l'ensemble des sites quel que soit le niveau de risque de la zone concernée par les travaux : **500 €** par évènement.

19.4. Application des pénalités

Toutes les pénalités prévues sont encourues sur simple constatation d'un des intervenants de l'opération, sauf dérogation expresse inscrite dans le présent CCAP. Elles sont cumulables, et ne sont pas plafonnées par dérogation à **l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux**.

Par dérogation à ***l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux***, le titulaire de l'accord-cadre n'est pas forcément exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Le montant du marché pris comme base pour le calcul de la pénalité est considéré prendre en compte toutes les modifications en cours d'exécution notifiées à la date d'application de la pénalité.

Le montant des pénalités n'est pas assujéti à la TVA, en cas d'application de celles-ci, elles devront être déduites du montant TTC de l'acompte du solde à payer.

Les pénalités pourront être indifféremment appliquées dans le cadre des décomptes périodiques et/ou dans le cadre du décompte général du marché.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à ***l'article 52 du CCAG-Travaux***.

19.5. Retenues provisoires

Le Maître de l'Ouvrage pourra procéder à une ou plusieurs retenue(s) provisoire(s) sur un des acomptes du titulaire, d'un montant maximum de **5%** du montant du marché subséquent, en cas de non remise des documents prévus au marché et en cas de non-participation aux réunions d'information et de formation délivrées par le service d'hygiène en application de ***l'article 42 du CCTP*** relatif aux prescriptions communes à tous les lots.

Ces retenues provisoires seront appliquées, sans mise en demeure préalable, et sur n'importe quel décompte du marché *par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux*. Ces retenues seront payées après la remise complète des documents ainsi qu'après la participation du titulaire auxdites réunions d'information et de formation.

19.6. Réfactions

Il sera fait application de ***l'article 41.7 du CCAG-Travaux***.

Article 20 – Garanties

20.1 Provenance, qualité et garanties des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution des marchés subséquents doivent être conformes aux prescriptions formulées dans « l'expression des besoins » ou dans le cahier des charges.

Aussi, les modalités de mise en œuvre des matériaux et produits utilisés doivent être conformes aux prescriptions du fabricant.

Ces garanties fournies par les entreprises doivent être prouvées par les fournisseurs, par des PV de caractérisation ou par des Avis techniques.

Sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, le titulaire devra être en mesure de produire une copie des bons de commande des matériaux, produits, et composants de la construction et des équipements, ainsi que tout document assurant leur traçabilité.

Il est également tenu de mettre à sa disposition toute la documentation technique, les prototypes ou les échantillons demandés, ainsi que les manuels détaillant le plan de maintenance du constructeur (pour les équipements).

La maintenance des équipements pourra être confiée à un tiers mainteneur sans altération de la garantie contractuelle de l'installateur et des garanties légales.

20.2 Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu à la garantie de parfait achèvement telle que prévue à ***l'article 44 du CCAG-Travaux***.

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant cette garantie, le titulaire est tenu de remédier d'une part à toutes les réserves dont a été assortie la décision de réception, et d'autre part à tout désordre qui lui sera signalé. Le titulaire remédiera aux désordres dans le délai qui lui sera alors fixé.

Les interventions à effectuer dans ce cadre sur le site et dans les bâtiments seront strictement planifiées et encadrées compte-tenu des exigences d'exploitation du bâtiment. Le délai visé à l'alinéa précédent en tiendra compte, et le titulaire ne pourra élever aucune protestation ni s'exonérer du délai de ce fait.

Le délai de garantie de parfait achèvement pourra être prolongé en application de ***l'article 44.2 du CCAG-Travaux***. La garantie produit alors tous ses effets pendant cette prolongation.

20.3 Garantie biennale

Le titulaire est tenu aux garanties couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les ***articles 1792-3 et 1792-4 du Code civil***.

Article 21 – Résiliation d'un marché subséquent

Il est application des dispositions des **articles 49 et 50 du CCAG-Travaux**.

Par dérogation à **l'article 50.4 du CCAG-travaux**, en cas de résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général, le montant de l'indemnité versée au titulaire correspondra à **3 %** du montant initial hors taxe du marché.

Article 22 – Mesures coercitives

Par dérogation et en complément des **articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-Travaux**, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité de prononcer la résiliation pour faute de la part du marché du mandataire.

Par dérogation à **l'article 52.3 du CCAG-Travaux**, le 2ième et les 3ièmes alinéas ne s'appliquent pas au présent marché.

Article 23 – Clauses complémentaires

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 24 – Dérogations au CCAG-Travaux

<i>Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé</i>	<i>Articles du présent CCAP portant dérogation</i>
Article 4.1	Article 4.1
Article 4.2	Article 4.1
Article 9.4	Article 5.2
Article 50.4	Article 9.7
Article 12.1	Article 14.3
Article 18	Article 17.2
Articles 19.2.et 19.3	Article 19.1
Articles 19.2.2 et 19.2.1	Article 19.4
Article 19.3	Article 19.5
Article 20.1	Article 1.8
Article 50.4	Article 21
Articles 52.3, 52.7.2, 52.7.3	Article 22
<i>Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé</i>	<i>Article de l'annexe 4 du présent CCAP portant dérogation</i>
Article III 2°)	Article 41
<i>Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé</i>	<i>Articles du CCTP valant prescriptions communes portant dérogation</i>
Article 20.1	Préambule
Article 31.3	Article 12
Article 34.1	Article 13
Article 41	Article 50
Article 40	Article 52

Annexes du CCAP :

- Annexe n°1 : Dispositions contractuelles relative à l'action d'insertion
- Annexe n°2 : Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4),
- Annexe n°3 : Identification des différents bâtiments de chaque établissement composant la partie **EST** du GHT 44,
- Annexe n°4 : Traitement des besoins du service informatique du CHU de Nantes relevant du lot n°7 : Electricité courant fort – courant faible – SSI
- Annexe n°5 : Tableau de suivi semestriel de l'accord-cadre (le document support sera joint au dossier lors de la notification du marché)
- Annexe n°6 : Tableau de suivi des consommations (le document support sera joint au dossier lors de la notification du marché)

Annexe 1 CCAP : **Dispositions contractuelles relatives à l'insertion sociale** **obligatoire**

Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité des parcours d'insertion

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le donneur d'ordre souhaite que l'exécution de la clause d'insertion professionnelle apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Par ailleurs, la sécurisation du parcours d'insertion est attendue, la réussite d'une insertion dépendant non seulement de l'intégration dans le monde du travail mais aussi de la résolution de difficultés liées notamment au logement ou à la santé.

L'intérêt pour l'entreprise en s'investissant sur cet aspect qualitatif de la clause d'insertion est de renforcer les chances que le(s) bénéficiaire(s) puisse(nt) intégrer ses effectifs si une telle intégration répond à ses besoins de recrutement ou bien réponde(nt) aux besoins de recrutement de la branche professionnelle considérée. Il permet également de bénéficier, durant la période du marché, de l'accompagnement tant des opérateurs d'insertion que du donneur d'ordre au travers de la Mission Insertion par les Clauses Sociales de Nantes Métropole, des aides à la formation, des prestations du service public de l'emploi (France Travail -anciennement Pôle Emploi, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CAP Emploi...).

✓ Publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle particulières.

Sont concernés les publics suivants :

- Habitants des quartiers prioritaires inscrits à France Travail et/ou à la Mission Locale
- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail)
- Allocataires de minima sociaux
- Personnes reconnues travailleurs handicapés en difficulté d'insertion professionnelle
- Jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant un faible niveau de qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) ou sans expérience professionnelle
- Jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Les personnes prises en charge par une structure de l'insertion par l'activité économique
- Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en difficulté d'insertion professionnelle
- Demandeurs d'emploi ayant le statut de réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires emploi / insertion, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des publics doit obligatoirement être validée par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole avant la prise de poste effective.

✓ **Les modalités de mise en œuvre**

L'entreprise titulaire devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités définies ci-dessous :

→ 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion

La liste des structures d'insertion du territoire vous sera transmise au démarrage du marché lorsque vous prendrez contact avec la Mission clauses sociales dont les coordonnées sont précisées ci-dessous. Si vous en avez besoin pour construire votre réponse au marché, vous pouvez la demander auprès de la Mission clauses sociales.

→ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dont le projet d'insertion a été référencé dans le cadre du dispositif par Nantes Métropole)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- d'une association intermédiaire.
- d'une entreprise adaptée de Travail Temporaire

→ 3ème modalité : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics



Point d'attention sur l'éligibilité des publics dans le cadre des contrats suivants :

→ À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée, en application d'une clause sociale dans un marché, reste éligible au dispositif pour une durée de 24 mois. Cela correspond à la durée maximale d'un parcours d'insertion (agrément IAE notamment).

→ ***Dans le cas d'un recrutement en Contrat en alternance :***

- les heures de travail ET de formation sont valorisées pendant la durée du contrat
- Les publics cibles de la clause d'insertion sont éligibles pendant la durée du contrat. Les personnes sortant de 3^e sans difficulté particulière sont prises en compte – par dérogation – pendant la 1^{ère} année du contrat.

→ ***Incitation à l'emploi durable :*** Dans le cas d'un recrutement en CDI d'un public cible, moins de 3 mois avant la date de notification du marché ou en cours de marché :

- les heures peuvent être valorisées jusqu'à 36 mois selon le parcours de la personne
- ou dans la limite de 48 mois si la durée du marché est supérieure ou égale à 4 années ET si l'entreprise peut attester son impossibilité à réaliser une action d'insertion complémentaire

ou qu'aucun autre recrutement en insertion n'est possible.

✓ **Modalités de mise en œuvre en cas de mutualisation des heures d'insertion**

La mutualisation est la mise en commun d'heures d'insertion réalisées par un salarié d'une entreprise, ou mis à disposition, réparties solidairement entre plusieurs marchés simultanés d'un ou plusieurs donneurs d'ordre. L'objectif est de favoriser des parcours d'insertion plus longs ou plus qualifiants pour les personnes.

Les heures d'insertion réalisées dans le cadre d'un marché comportant une clause sociale sont alors valorisées et réparties sur plusieurs marchés clausés concomitants.

La mutualisation porte sur une période de temps définie. Elle doit donc concerner des marchés dont la périodicité est concomitante (chevauchement des périodes d'exécution entre les opérations concernées).

La demande de mutualisation doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Le titulaire du marché doit solliciter une demande, auprès du ou des donneurs d'Ordre et du facilitateur, afin de recueillir un accord écrit. Cet échange sera réalisé par courrier électronique.

Le ou les donneurs d'ordre peuvent accepter la mutualisation si le candidat est éligible, si les dates de marchés concernées sont concomitantes et si cette mutualisation représente un réel intérêt pour le parcours d'insertion de la personne.

Elle ne peut être motivée par un souci de report des engagements d'insertion non réalisés par l'entreprise titulaire.

En effet, cette mutualisation ne sera accordée que pour permettre la réalisation de parcours d'insertion longs, qualifiants et menant à l'emploi durable.

Ainsi, les conditions à respecter sont :

- la mise en place de contrat de travail de plus de 6 mois ou de période de mise à disposition de plus de 6 mois.

OU

- la mise en place de contrat en alternance permettant l'accès à la qualification

✓ **Dispositif d'accompagnement des entreprises**

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place. Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec le service facilitateur suivant qui accompagnera les entreprises :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales

Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables

Tél. : 02 40 99 32 91 - clausesociale@nantesmetropole.fr

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

La Mission Insertion par les clauses sociales aura pour missions :

- de renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle, notamment de valider l'éligibilité des publics en insertion
- d'orienter vers les acteurs de l'emploi et de l'insertion
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.

Le titulaire, dès notification du marché, contacte la Mission clauses sociales de Nantes Métropole pour définir les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion. Il doit le tenir informé préalablement de toute modification dans ses modalités en cours d'exécution.

Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

L'entreprise titulaire veille à ne pas répercuter d'objectif d'insertion inférieur à 105 heures de travail. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée à la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

En tant qu'entreprise principale, elle reste responsable globalement de l'exécution du marché.

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail, de la définition du programme d'insertion et de la transmission des éléments de réalisation.

✓ Suivi de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit chaque mois, à la Mission clauses sociales de Nantes Métropole, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause d'insertion et son évaluation.

A cette fin, le titulaire utilisera la fiche de suivi mensuel qui lui sera transmise par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole au démarrage du marché.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le Maître de l'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause d'insertion, à l'ordre du jour d'une réunion de suivi d'exécution.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur privilégié afin de faciliter le suivi de l'action d'insertion.

Traitement des données personnelles

Les Données Personnelles collectées par l'employeur et transmises à la Mission Clauses Sociales de Nantes Métropole font l'objet d'un traitement informatique destiné à permettre la gestion et le suivi du dispositif clause sociale métropolitain.

Ces données seront traitées dans le logiciel Clause de l'entreprise ARCHE MC2, prestataire de Nantes Métropole.

Ce traitement fait l'objet d'une déclaration au registre des traitements de Nantes Métropole.

Le responsable du traitement est le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales.

Les données personnelles permettent de valider l'éligibilité des bénéficiaires, d'assurer le suivi du dispositif clause sociale et d'établir des données statistiques anonymes.

Les données personnelles collectées concernent : le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, l'adresse postale, l'adresse électronique, le numéro de téléphone.

Ces données sont conservées le temps de la présence des personnes concernées dans le dispositif des clauses sociales pendant une durée maximale de :

- 48 mois à compter du premier jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée
- dans le cadre des opérations liées à l'ANRU, ces informations seront conservées jusqu'en 2025 inclus au minimum et le temps du bilan lié au Nouveau Programme Nationale de Renouvellement Urbain.

Conformément à la loi informatique et libertés et au Règlement européen sur la protection des données, les personnes bénéficiaires du dispositif bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des Données Personnelles les concernant. Elles peuvent exercer ce droit en contactant le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales par mail : clausesociale@nantesmetropole.fr ; ou la déléguée à la protection des données de Nantes Métropole à l'adresse mail : dpd@nantesmetropole.fr , qui s'engagera à répondre dans les meilleurs délais à réception de la demande.

Ainsi en l'application du règlement européen sur la protection des données, l'entreprise titulaire a la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptible d'être employées directement par elle, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification de données personnelles).

En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi de personnes éligibles (notamment le recours à une entreprise d'intérim, un sous-traitant, une structure d'insertion par l'activité économique, un groupement pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen.

✓ Difficultés de réalisation

Le titulaire doit informer le donneur d'ordre par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Le titulaire étudiera, en lien avec la Mission clauses sociales de Nantes Métropole, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

La Mission clauses sociales de Nantes Métropole pourra évaluer la pertinence des moyens mis en œuvre.

✓ **Bilan de l'action d'insertion**

En fin de marché, un bilan quantitatif et qualitatif de l'exécution de l'action d'insertion relative aux engagements pris par l'entreprise titulaire, pourra être établi par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

Ce bilan fait état des heures de travail réservées aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ainsi que des formations qualifiantes mises en place dans le cadre du présent marché.

✓ **Conditions d'exonération de l'application de la clause d'insertion professionnelle**

La Mission clauses sociales se réserve le droit d'exonérer, totalement ou partiellement, la clause d'insertion professionnelle dans le cas où le titulaire justifie de difficultés économiques particulières (activité partielle, licenciement économique, placement en procédure collective comme le redressement judiciaire...).

Le titulaire doit en informer la Mission clauses sociales dans les meilleurs délais et joindre les justificatifs nécessaires (décision de la DIRECCTE, jugement du tribunal ou autre). La reconnaissance d'une exonération totale ou partielle de l'obligation de la clause d'insertion professionnelle sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché.

En cas d'activité partielle, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la durée de la mesure d'activité partielle correspond à une phase d'exécution active du contrat et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de licenciement économique, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat est poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la période de cessation des paiements ou la période d'observation du titulaire correspond à une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par le placement en procédure collective correspondent à celles visées par la clause d'insertion .

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat n'est pas poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion peut être accordée.

De plus, l'exonération ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance ou une co traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant ou le co traitant n'est pas touché par une mesure d'activité partielle ou de licenciement économique.
